

le pouvoir aux travailleurs

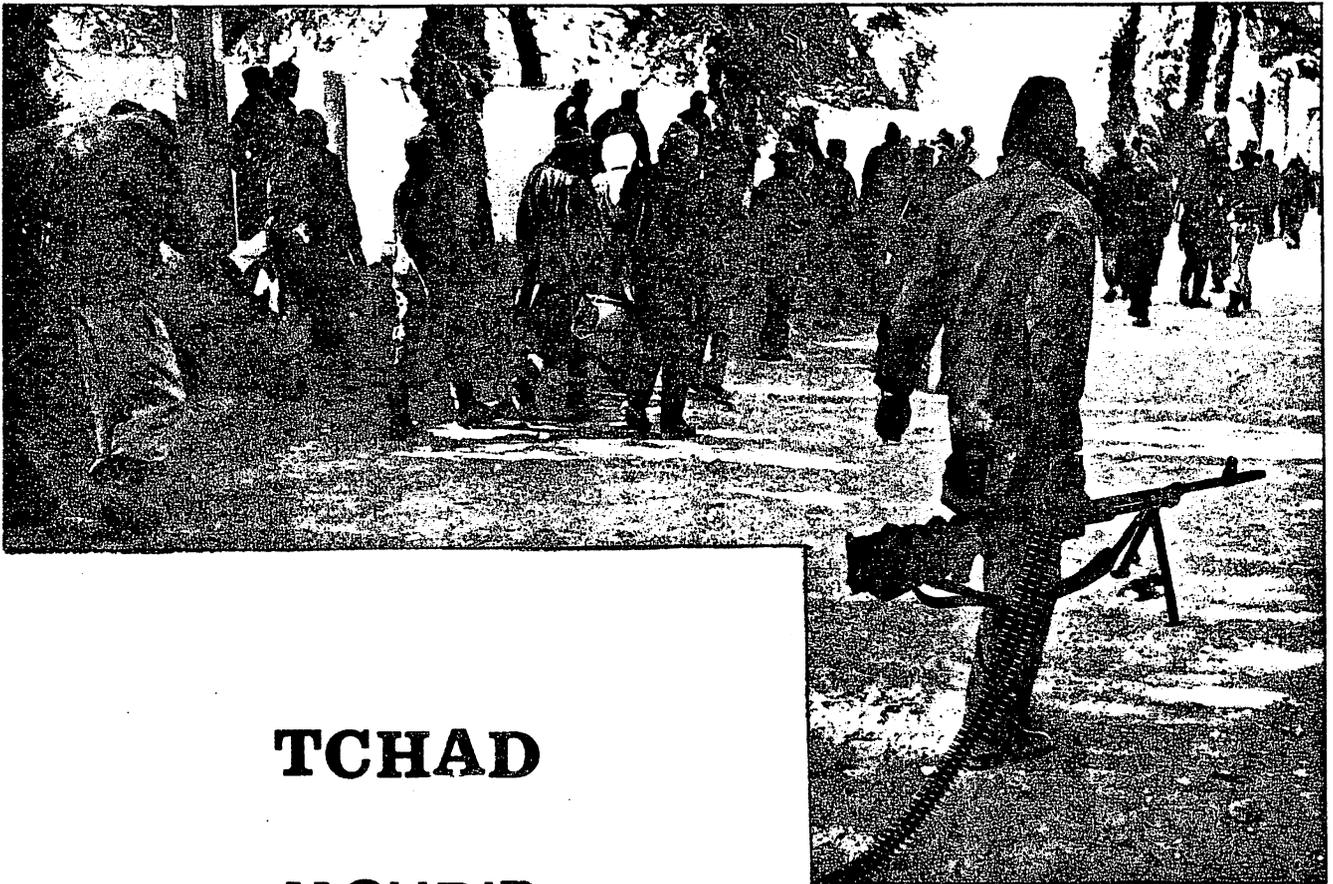
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LE 24 NOVEMBRE 1986

N° 156

PRIX : 3 FR



TCHAD

MOURIR

POUR AOUZOU ?

SOMMAIRE
AU
VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2 et 3

TCHAD : MOURIR POUR AOUZOU ?

- Editorial

Page 3

Des combats meurtriers ont repris au Nord du Tchad entre les forces de Goukouni Oueddeye (FAP) et celles de Acheik Ibn Oumar (CDR) pour le contrôle de Fada et Faya-Largeau. Habré, de son côté, a envoyé une centaine d'éléments de son armée pour épauler les forces de Goukouni en difficulté.

- Mitterrand en tournée au Mali et Burkina

Page 4

Ainsi donc, les alliances entre les différentes tendances armées se font et se défont selon les intérêts du moment de leurs dirigeants. - Voilà Goukouni qui, pendant des années critiquait Habré et les dirigeants de N'Djaména; Goukouni qui parlait de détruire par la force le régime corrompu, se dit aujourd'hui prêt à rejoindre Habré "sans condition". C'est pour, dit-il, aider ce dernier à lutter contre le régime libyen qui occupe militairement le Nord du Tchad.

- Mali : Le gouvernement a la frousse des critiques.

Ce n'est pas étonnant! Goukouni et Habré se connaissent bien; ils ont collaboré dans le maquis et ont mangé dans la même calebasse. Ensuite ils se retrouvaient pendant trois ans dans un même gouvernement. L'un comme président du Gunt, l'autre comme ministre de la Défense. Et là, de nouveau, ils sont prêts à gouverner ensemble.

Pages 5 à 7

- Mozambique : La mort d'un dirigeant nationaliste radical

Acheik non plus n'est pas un nouveau. Sous le même Gunt, il était ministre de l'Education Nationale. Il n'est pas hostile à l'idée de recommencer la même expérience, à condition que Habré veuille bien accepter ses conditions. Pour la forme car au fond, c'est Habré qui dicte ses conditions aux opposants qui veulent négocier avec lui. A en juger par l'exemple des factions qui ont récemment regagné le pays. Ce qui sépare les uns des autres, c'est que chacun veut passer pour le seul dirigeant; chacun veut s'imposer aux autres.

Page 8

- Encore une loi contre les immigrés.

Pour le moment, c'est en tout cas Habré qui s'impose. Il profite de l'affaiblissement du Gunt et des affrontements entre les FAP et le CDR pour tenter la "reconquête" du Nord, cette région qui échappe à son contrôle. En est-il capable ? L'avenir le dira; cela dépend en particulier du soutien qu'il trouvera auprès de l'armée et de l'aviation françaises. Mais en attendant, revendiquer bruyamment Aouzou lui sert déjà sur le plan de sa politique intérieure, pour créer un consensus autour de sa politique dictatoriale, pour tromper la population.

Pages 8 à 13

- Il y a 40 ans naissait le RDA

A B O N N E M E N T

A Goukouni aussi la bande d'Aouzou fournit un prétexte, celui de négocier avec Habré les conditions - et le prix de son ralliement au nom de l'intérêt national.

France : 1 an

- Pli ouvert : 55 Frs

- Pli fermé : 65 frs

Etranger

- Ecrire au journal

A D R E S S E

Ce sont vraiment deux bons hypocrites. Tous d'eux étaient d'accord avec cette occupation; tous deux avaient assisté à la cérémonie de l'implantation du drapeau libyen à Aouzou en 1973. Ca ne les gênait pas; l'essentiel était alors que Kadhafi les aide dans leur lutte pour renverser Tombalbaye. Aujourd'hui l'un est au pouvoir; l'autre est lâché par ses amis du Gunt et par Kadhafi au profit de -Acheik. Alors ils dénoncent cette occupation.

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114
CLICHY Cedex

*

*

*

. . . / . . .

Habré prépare donc la conquête du nord. Récemment il a déclaré à Radio-Tchad que tout Tchadien doit se considérer comme "mobilisable" pour "défendre la patrie". Mais quelle "patrie"? Aouzou? Habré lui-même n'y croit pas; ce qu'il dit c'est tout juste pour tromper la population.

Et puis qu'est-ce que le travailleur, le paysan ou le pauvre tchadien a à gagner à la reconquête d'Aouzou? Rien du tout sinon mourir comme soldat pour les intérêts d'un dictateur. Comme sont morts pour rien ceux qui sont morts derrière Goukouni, en croyant qu'il représentait une politique différente de celle de Habré et meilleure.

Les travailleurs, les paysans, les pauvres du Tchad n'ont pas à défendre ni le régime, ni les frontières. Parce que le régime est une dictature, et sa raison d'être principale -et la raison d'être principale de tout l'Etat tchadien- est d'opprimer les pauvres, les travailleurs, les paysans, leur tirer tout l'argent qu'on peut tirer d'une population pauvre pour entretenir une petite couche privilégiée nationale tout en garantissant sa prébende à l'impérialisme. Et quant aux frontières, elles ont été établies par les colonisateurs et préservées par les dirigeants pour diviser les peuples, les dresser les uns contre les autres.

Il n'y a pas de guerres justes, de guerres utiles pour les exploités, ni lorsqu'elles opposent entre eux des candidats au rôle de dictateur d'un même Etat, ni lorsqu'elles opposent les uns aux autres des dictateurs d'Etats différents. La seule guerre juste, ce sera lorsque les exploités, les travailleurs, le peuple des taudis des villes, les paysans, se dresseront pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie, des privilégiés; le pouvoir des hommes de main armés au service du système capitaliste; et lorsqu'ils se rejoindront, par-delà les frontières, pour former une seule armée, celle des prolétaires et des pauvres décidés à prendre entre leur main le sort de l'Afrique, et déterminés dans ce but à s'adresser à leurs frères prolétaires des autres continents.

MITTERRAND EN TOURNEE AU MALI ET AU BURKINA

Après le sommet franco-africain de Lomé, le président Mitterrand s'est rendu en visite officielle au Mali d'abord et ensuite au Burkina-Faso.

Avant même d'arriver à Bamako, Mitterrand a fait des déclarations à qui veut l'entendre que, lui, il n'est pas responsable de l'expulsion des cent et un Maliens. Lui, il n'approuve pas forcément toutes les mesures prises par le gouvernement de Chirac. Il ajoute quand même que s'il n'est pas d'accord, c'est sur la forme de l'expulsion massive, quant au fond, il est normal que ceux qui sont en situation irrégulière doivent absolument quitter la France.

Si Mitterrand a utilisé tant de paroles doucereuses et pris tant de précautions au sujet de l'expulsion des cent et un Maliens, ce n'est pas pour s'adresser aux travailleurs maliens. Non! il s'adressait à ses confrères, aux dirigeants de nos pays, à Moussa Traoré, à Sankara. En tout cas, Mitterrand ne pouvait mettre les pieds à Bamako sans dire un mot sur les expulsions.

A Ouagadougou, Mitterrand a été reçu par Sankara en qualité d'homme sage. C'était comme si Sankara recevait son père, son aîné. Et pourtant, il fait partie de ceux qui, de temps en temps, font des déclarations tonitruantes contre l'impérialisme. Mais voilà que, lorsque le représentant politique d'une des principales puissances impérialistes se rend en Afrique, Sankara se comporte comme un vulgaire Houphouët Boigny.

MALI : LE GOUVERNEMENT A LA FROUSSE DES CRITIQUES

Ah! les faits viennent de démentir Moussa Traoré qui, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance a déclaré qu'il n'y avait pas de détenus politiques au Mali: voilà de nouveaux détenus politiques au grand jour.

En effet, huit personnes, en majorité des étudiants, ont été jugées en octobre dernier par la cour de Bamako pour avoir, dans un tract, critiqué Moussa Traoré et son gouvernement.

Un certain nombre d'étudiants ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Les accusations portées contre les prévenus vont de "non dénonciation et de recel", de "trouble de l'ordre public" à "offense au chef de l'Etat". Ce genre d'accusations sont courantes en Afrique.

De façon générale, que ce soit au Mali ou dans la plupart de nos pays, c'est un crime de critiquer ceux qui nous gouvernent. Ceux-là peuvent tout se permettre : réprimer, emprisonner, torturer ou même assassiner qui bon leur semble, si celui-ci ose remettre en cause leur régime à la solde de l'impérialisme.

Devant les représentants de l'impérialisme, ils s'aplatissent, font des salamalecs; ils sont prêts à se vendre toujours un peu plus pour garder leurs privilèges.

Mais devant nous, ils osent crâner. Eh bien, les étudiants maliens ont raison de les affronter; ils ont raison de confectionner des tracts pour dire ce qu'ils pensent d'eux.

Car tous nos dirigeants sont des parasites qu'il faut nettoyer pour rendre propre la société.

BONGO : UN NOUVEAU CHAMPION DES URNES

Le dictateur Bongo vient de battre pour la troisième fois consécutive son propre record. Il ne s'agit pas de record en matière sportive mais électorale. En 1968, il n'avait recueilli que 99,56 % de voix et 99,96 % en 1973. Cette année-ci, il vient d'améliorer son score puisqu'il atteint les 99,97 %.

S'il "progresses" encore, il risque de battre le record absolu toute catégorie qui, de mémoire d'électeur, n'a jamais encore dépassé le mur des 100 %. Mais avec Bongo, tout est possible, il est tellement "populaire" qu'il peut avoir plus de voix que de votants. Il est vrai qu'il lui faut dépasser les 100% pour se distinguer dans un peleton fourni de chefs d'Etat d'Afrique élus à plus de 99%.

Oh, il y en a qui, comme au Sénégal, n'aiment pas pousser le ridicule trop loin. Alors, en matière de bourrage des urnes on essaye de ne pas dépasser les 90%, et on laisse un peu les autres partis se présenter - tout en monopolisant la presse et les médias et en utilisant les moyens de l'Etat pour sa campagne électorale. Le résultat est certes moins ridicule que ceux des régimes de parti unique. Mais au fond, tous n'ont que du mépris pour leurs populations.

MOZAMBIQUE : LA MORT D'UN DIRIGEANT NATIONALISTE RADICAL

Le 19 octobre dernier, le président du Mozambique Samora Machel est mort dans un accident d'avion, ainsi que plusieurs autres personnes dont certaines étaient des membres de son gouvernement.

La disparition de Samora Machel est considérée par certains comme une grande perte, pas seulement pour les populations mozambicaines, mais aussi pour l'Afrique. Et l'hommage, que des organisations nationalistes africaines réunies le 16 novembre dernier à Paris lui ont rendu, allait dans ce sens.

Samora Machel passait pour un des dirigeants africains les plus radicaux, les plus progressistes en compagnie de Cabral, de Neto. Il l'était assurément à certains égards. Il a dû, avec ses partisans, avec ses organisations, prendre les armes à la main pour parvenir au pouvoir politique. Il lui a fallu s'appuyer sur une guerre de guérilla pour obtenir le pouvoir politique, qu'un Houphouët Boigny, qu'un Senghor ou Mobutu ont reçu des mains de l'impérialisme.

L'impérialisme français, échaudé qu'il était, a su prévenir, plutôt que d'avoir affaire à la guérilla. Oui, lui aussi tremblait devant la révolte provoquée par la guerre d'Algérie, et avait peur que par contagion elle ne se reproduise à l'échelle de l'Afrique. Il a su faire le choix de tenter de calmer les peuples en donnant le pouvoir à des hommes, issus peut-être des rangs de ces peuples, mais représentant les intérêts de l'impérialisme.

Les dirigeants politiques de l'impérialisme français savaient que même s'ils accordaient à la Côte d'Ivoire, au Gabon et à la Centrafrique le droit d'avoir leur Houphouët Boigny, leur Bongo ou leur Bokassa, le droit pour ces dictateurs de prélever une part sur le sang et la sueur des travailleurs, l'impérialisme français était assez puissant pour conserver tout de même le contrôle de ces pays, leurs richesses et surtout sur le dos des travailleurs.

Ils savaient que même avec un Senghor à la tête du Sénégal, le travail des producteurs d'arachide profitera surtout aux groupes des industriels français, comme celui des producteurs du coton au Tchad, celui des travailleurs de Mauritanie, ou les exploitations du pétrole au Congo ou au Gabon.

La minuscule puissance impérialiste qu'était le Portugal n'était pas du tout sûre de garder sous sa domination les peuples du Mozambique, d'Angola ou de la Guinée Bissao en dehors du système colonial. Elle savait trop bien que le droit d'exploiter ces pays lui échappera. Oh ! non pas au profit des peuples de ces pays-là, mais plutôt au profit des autres puissances impérialistes telles que les Etats-Unis.

Alors le Portugal s'accrochait et il a fallu au peuple de Mozambique et celui d'Angola ou de Guinée Bissao beaucoup de souffrances et de sacrifices pour avoir seulement le droit d'avoir un chef d'Etat au lieu d'un gouverneur portugais.

Alors oui, c'est un autre cheminement, c'est une lutte armée qui a porté Samora Machel au pouvoir. Mais la politique que Samora Machel représentait n'était pas bien différente de celle des Houphouët Boigny ou Mobutu. Samora Machel a-t-il offert aux exploités, aux pauvres du Mozambique une autre voie, une voie qui leur a permis d'être moins misérables, moins exploités ou au moins d'être plus libres ? Manifestement pas !

Aujourd'hui, le Mozambique est un des pays les pauvres d'Afrique où les paysans sont menacés de famine. Un pays où les ouvriers considèrent comme un privilège ou en tout cas comme une nécessité le droit d'aller travailler au pays de l'apartheid, en Afrique du Sud. Est-ce parce que le Mozambique est un pays pauvre ? Est-ce parce que l'Afrique du Sud arme et entraîne sur son territoire des armées de guérilla opposées au régime qui appauvrissent un pays déjà appauvri ? Oh ! oui, bien sûr. De toute façon le Mozambique était pauvre bien avant.

Personne ne reprochera - en tous les cas pas les révolutionnaires prolétariens - à Samora Machel de n'avoir pas enrichi le Mozambique, parce que justement l'encerclement impérialiste ne laisse effectivement cette possibilité à aucun des pays pauvres.

Mais ce que l'on peut constater, c'est que la voie qu'il a proposée à son peuple qui pourtant ne manquait pas de courage et de détermination pour mettre le pouvoir colonial dehors, cette voie n'a pas permis à ce peuple de briser son isolement. Et cela, parce que Samora Machel ne visait que la création d'un appareil d'Etat national et son accession à lui, Samora Machel, et à son appareil à la tête de l'Etat.

Pendant les quelques douze années qu'a duré la guerre de l'indépendance, l'oppression coloniale a fait naître parmi les travailleurs du Mozambique des milliers de combattants déterminés et courageux. Et entre les prolétaires, les pauvres du Mozambique qui avaient ce degré de motivation et ceux de l'Afrique du Sud il y avait des liens proches de sympathie, de solidarité. Et même des liens physiques représentés par des milliers de travailleurs mozambicains qui passent les frontières pour aller travailler dans les mines et les usines de l'Afrique du Sud ou qui vivaient dans les "counpounds" côte à côte avec leurs frères noirs de l'Afrique du Sud.

Alors oui, on pouvait trouver un langage commun. On pouvait utiliser ces liens pour étendre la guerre et l'apporter sur le sol même de l'Afrique du Sud plutôt que de subir la guerre de l'Afrique du Sud contre le Mozambique. Ce langage, c'est le langage de classe, le langage des exploités. C'est s'appuyer sur l'énergie des pauvres du Mozambique pour soulever, aider le combat des prolétaires de l'Afrique du Sud.

Mais Samora Machel ne voulait pas parler un tel langage de classe. Ce n'était pas le sien. Et lui qui se présentait comme un des chefs de file de "la ligne du Front" a fini par être obligé de chercher un langage commun avec Botha, c'est-à-dire faire et dire la même chose qu'Houphouët Boigny. Et c'était inévitable.

Alors Samora Machel a disparu. En effet, il était l'un des représentants du nationalisme le plus radical sur le sol africain. Mais l'échec même de ce nationalisme pourtant parvenu au pouvoir montre les limites de la politique nationaliste, sa faillite et son incapacité à réaliser ne serait-ce que ses propres objectifs annoncés.

Tout ce que l'on peut espérer, c'est que les nouvelles générations de révolutionnaires qui prendront la place de Cabral, de Samora Machel ou de Neto sauront choisir une toute autre force, une toute autre perspective, une autre voie pour combattre l'emprise impérialiste, les dictatures, les injustices et les inégalités.

Cette force, c'est le prolétariat. Celui de Maputo, de Johannesburg, de Lagos et d'Abidjan. Et cette perspective est celle de la révolution prolétarienne internationale. C'est celle, non pas pour tenter d'obtenir une indépendance (par rapport aux puissances impérialistes) qui ne saurait être que juridique, mais qui chercherait au contraire à démolir les puissances impérialistes de l'intérieur, à renverser la bourgeoisie des puissances impérialistes par la révolution de la classe ouvrière des pays impérialistes.

Dans ce cas, alors oui, on pourrait mettre en commun les richesses, déjà entre les pays d'Afrique comme l'Afrique du Sud et les pays pauvres, mais surtout les richesses accumulées par les puissances impérialistes.

ENCORE UNE LOI CONTRE LES IMMIGRES

La semaine dernière, un projet de loi "relatif à la famille" a été adopté par l'Assemblée nationale. Le but de ce projet est de supprimer toute protection sociale à une partie non négligeable des immigrés.

En effet, selon cette nouvelle loi, désormais pour avoir droit par exemple aux soins médicaux, les deux parents et les enfants devront être en "situation régulière". Alors qu'auparavant, le titre de séjour d'un seul des parents suffisait. Pour les femmes "étrangères clandestines" par exemple, les allocations prénatales et post-natales sont supprimées. Ce qui revient à dire qu'elles ne pourront même plus bénéficier d'un suivi médical de la grossesse.

L'application de cette loi injuste va frapper plusieurs centaines de milliers de personnes si ce n'est davantage. Elle risque de toucher même des immigrés en situation régulière puisqu'un décret fixera "la liste des titres et justifications attestant la régularité de la rentrée et du séjour". Et le simple fait de n'avoir pas l'un de ces papiers sera alors le prétexte attendu pour qu'on nous refuse les prestations sociales auxquelles nous avons droit.

Le père ou la mère qui travaille cotise comme tous les salariés, mais les enfants n'auront pas droit à une protection sociale, si l'un des conjoints ne justifie pas son titre de séjour.

Cette loi injuste et scandaleuse, en plus du fait qu'elle va permettre au gouvernement français de faire des économies sur le dos des immigrés (selon la Direction de la population et des migrations, 260 millions francs d'économie ont été ainsi réalisés avant même la nouvelle loi), renforce les nombreuses lois déjà prises à l'encontre des immigrés.

IL YA 40 ANS NAISSAIT LE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN

Que voulaient les dirigeants africains ?

Le 18 octobre 1946 se réunissaient à Bamako, 800 délégués venus de différentes régions d'Afrique, pour le 1er congrès du RDA (Rassemblement Démocratique Africain). Houphouët, alors jeune député, fut élu président de ce mouvement regroupant les organisations politiques de presque tous les pays d'Afrique noire colonisés par la France.

A Bamako, se trouvaient également Sékou Touré, Modibo Keita, Hampaté Ba, Apithy, etc. C'est à l'initiative d'Houphouët que fut créé ce rassemblement en vue de constituer un groupe de pression parlementaire et loyaliste pour faire aboutir dans la constitution française un certain nombre de revendications des pays colonisés, et pour l'application dans les faits d'un certain nombre des lois et des droits reconnus pour les Africains, mais dont on ne voyait pas la réalisation en Afrique.

Les principales revendications de ce mouvement étaient : le collège unique (c'est-à-dire la fin du système qui prévoyait un vote séparé des Africains et des Français, avec d'un côté des élus africains et de l'autre des élus français). Ils réclamaient aussi la fin des "travaux forcés" déjà abolis par la loi quelques mois plus tôt et la suppression de l'impôt de capitation (impôt par tête qui existe jusqu'à nos jours dans la plupart de ces pays).

Nulle part il n'a été question de réclamer l'indépendance. Il s'agissait tout simplement de "l'affirmation de la personnalité africaine". Voici ce qui était déclaré à Bamako : "Nous n'acceptons pas qu'on nous impose une constitution, qu'on nous octroie une charte. En particulier, nous repoussons l'article 60 qui méconnaît notre personnalité et nous intègre dans la République française au mépris de nos droits souverains que les puissances coloniales dont la France, ont reconnus dans la charte de San-Francisco...Repoussant l'assimilation, nous réclamons au sein de l'Union Française une association librement consentie..."

Les délégués ne rejetaient pas la domination coloniale mais ils voulaient que le colonialisme leur reconnaisse un certain nombre de droits qui, du reste, ne mettaient pas en cause le système colonial. D'ailleurs, le colonialisme français avait bien compris que ce qui se passait à Bamako ne mettait nullement en cause ses intérêts généraux, ni même ceux immédiats puisque c'est tout à fait officiellement et en grande pompe que les dirigeants africains se sont rendus à Bamako. Houphouët, D'Arboussier et Apithy sont arrivés à Bamako à bord d'un avion spécialement affrété par le ministre français de l'armée de l'Air, le communiste Charles Tillon. Tandis que le leader des "modérés", Fily Dabo Sissoko, lui, a disposé d'un autre avion fourni par le ministre des colonies et a été accueilli à son atterrissage par le gouverneur à la résidence de Koulouba.

C'est cet événement-là que les griots de Houphouët, réunis récemment à Yamoussokro pour commémorer le 40ème anniversaire du RDA, qualifient comme "l'amorce d'un grand tournant de l'histoire de l'Afrique contemporaine".

Dans quel contexte le RDA voit le jour.

La France venait de sortir de la 2ème guerre mondiale avec un gouvernement dirigé par de Gaulle et constitué de ministres de presque tous les partis politiques, y compris des communistes. La bourgeoisie française avait alors besoin d'un tel gouvernement pour éviter toute révolte de la population, toute grève, au moment où l'on faisait supporter les sacrifices à la classe ouvrière pour reconstituer une économie éprouvée par la guerre.

Pendant ce temps, l'empire colonial français connaissait des craquements en Indochine avec la lutte menée par le Viet-Min. En Algérie, une manifestation à Sétif a été réprimée dans le sang en 1945. A Madagascar, en 1947 une révolte a été matée dans un véritable bain de sang.

Les luttes violentes qui commençaient à ébranler l'empire colonial (pas seulement français d'ailleurs, puisqu'en Inde, en Indonésie des révoltes ont aussi éclaté, tandis qu'en Chine c'est le PC qui dirigeait la lutte armée) n'ont pas encore gagné le territoire de l'Afrique Noire. Il fallait donc colmater les brèches avant que les grandes vagues des luttes de libération nationale ne déferlent sur les territoires jusque-là épargnés.

Dès 1944, De Gaulle, lors d'une tournée en Afrique, avait promis dans sa conférence de Brazzaville qu'il allait apporter des "améliorations" dans les colonies pour les "remercier" de leur participation à la guerre contre l'Allemagne nazie. Ce fut l'annonce d'une politique qui allait consister dans une certaine mesure à donner une partie des prérogatives de l'administration à des notables locaux.

La Politique du colonialisme français au lendemain de la guerre mondiale allait justement consister à favoriser l'émergence d'une élite locale dans ces territoires et à donner à celle-ci une petite place, quelques privilèges, afin d'empêcher l'apparition de tout mouvement nationaliste un peu radical.

Car même si la contestation contre l'administration coloniale ne s'était pas encore traduite en Afrique Noire par une forme de lutte de libération, l'humiliation coloniale a, par la force des choses, suscité des mouvements de contestation. Et les leaders africains réunis à Bamako en 1946, allaient à leur manière, à la manière "acceptable" par le colonialisme, traduire les aspirations légitimes des populations. Ces leaders voulaient que le colonialisme les reconnaisse comme des citoyens à part entière, qu'il n'y ait pas à leur égard des distinctions dues à la couleur de la peau ou au lieu de naissance.

L'exemple de la lutte menée par Houphouët en Côte d'Ivoire illustre bien l'aspiration des notables africains. Houphouët faisait partie d'une famille de grands planteurs lésée par l'administration coloniale. Sa lutte, grâce à laquelle il a acquis une popularité, a été de contester le fait qu'en Côte d'Ivoire selon que l'on soit planteur africain ou colon blanc, le café que l'on produit n'a pas le même prix à la vente. Ainsi le kilo de café produit par les Africains valait 3 F et 2F60 pour le cacao, tandis que ceux produits par les colons valaient 5F et 4F50. En plus de cela, pour alléger les charges salariales des colons, le gouverneur de la région arrachait les paysans de leurs terres pour les faire travailler, dans le cadre des "travaux forcés", dans les plantations des colons qui bénéficiaient en plus de toutes sortes de primes pour les travaux phito-sanitaires (engrais, insecticides et travaux d'entretien)

Houphouët Boigny prit la tête de la contestation en créant en juillet 1944 le Syndicat Agricole Africain (S.A.A). Ce syndicat revendiquait l'abolition des travaux forcés et l'égalité entre planteurs africains et blancs. Il dut s'opposer à l'administration coloniale et cela lui valut la sympathie de la population. C'est ce mouvement qui le propulsa dans la carrière politique. Deux ans après le S.A.A, il créa son propre parti, le PDCI (Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire) qui allait être la principale organisation politique qui animait le RDA.

Vers les indépendances

A Bamako, aucun leader africain de RDA ne posera la question de l'indépendance, soucieux qu'ils étaient de ne pas dépasser le cadre constitutionnel. L'un des 800 participants du 1er Congrès de Fondation du RDA dira, lors d'un récent colloque organisé à l'occasion du 40ème anniversaire du RDA, que "jusqu'à l'indépendance du Ghana (1957), prononcer le mot autonomie était déjà révolutionnaire".

C'est l'évolution de la situation en Indochine et un peu plus tard le développement du mouvement nationaliste en Algérie qui ont obligé l'impérialisme français à modifier sa politique en Afrique Noire. Par ailleurs, les soldats africains qui revenaient de la guerre amenaient avec eux en Afrique leurs sentiments et leurs aspirations. Ils avaient vu que cette puissance coloniale qui exploitait et qui opprimait en Afrique n'était en réalité pas aussi puissante que ça puisque, face à la puissance de l'impérialisme allemand, elle subissait des défaites. Ils avaient vu que cette puissance qui dominait en Afrique était elle-même occupée pendant quelques années par une puissance plus forte. Et c'est l'impérialisme français qui occupait les pays d'Afrique, qui venait demander aux populations africaines de l'aider à se libérer.

Tous ces sentiments-là allaient se répandre un peu partout en Afrique. Ce qui se passait en Algérie et au Vietnam commençait aussi à s'ébruiter.

La bourgeoisie française avait une grande peur que l'exemple de l'Algérie et du Cameroun ne se propage en Afrique noire. Il fallait donc acheminer rapidement les colonies vers l'indépendance. Si bien qu'à peine deux ans après le vote du "oui" à la "communauté", toutes les colonies allaient se retrouver, presque dans la précipitation, indépendantes. Il fallait mettre sur pied de toutes pièces des appareils d'Etat tout neufs. Quand il ne se trouvait pas d'Africains pour occuper la place, le colonialisme a trouvé un Gabriel Lisette, qui était antillais, pour être à la tête de l'Etat tchadien. Du moment qu'il avait la peau noire, il pouvait servir de marionnette en attendant qu'une autre marionnette (Tombalbaye), tchadienne cette fois-ci, vienne l'éjecter pour prendre sa place.

Les leaders africains, une fois qu'ils auront leurs appareils d'Etat, vont tout faire pour qu'il n'y ait plus des mouvements de contestation dans leurs pays. L'une des premières mesures qu'ils vont prendre dès le lendemain de l'indépendance sera de caporaliser les syndicats en les affiliant à leur parti. Ils vont interdire les partis politiques autres que le leur, même ceux de leurs anciens amis, de peur que ceux-ci ne mettent en cause leur pouvoir. Et les prisons loin de se vider avec la fin de l'administration coloniale vont au contraire se remplir de toutes sortes d'opposants au nom de la sécurité nationale.

L'indépendance sera ainsi synonyme de parti unique, de syndicat unique. La situation des travailleurs, des petits paysans et des petites gens n'aura pas progressé d'un pouce; alors que dans le même temps les affaires de l'impérialisme continuent de prospérer. Même l'impôt de capitation, qui était avec les travaux forcés les symboles du colonialisme, a été maintenu pour payer les fonctionnaires et pour entretenir l'appareil d'Etat. Ceux qui ont bénéficié de l'indépendance, ce sont les mêmes qui ont profité du colonialisme, ce sont les mêmes "élites", la même classe politique, avec cette fois-ci leur Etat à eux. Et le RDA, somme toute, a été un bon vivier pour pêcher des "cadres compétents". Loin de nuire à l'impérialisme français, il lui a rendu un grand service.

Des phrases sur l'unité de l'Afrique aux réalités des frontières

A la veille de l'indépendance le RDA va se disloquer de telle sorte que même les liens plus ou moins étroits qu'il avait réussi à entretenir entre les différents leaders et les différentes régions de l'Afrique noire vont se détendre. Des querelles de frontières vont apparaître avant même que celles-ci ne soient définitivement tracées pour départager les différents Etats créés au sein de l'AEF ou de l'AOF : querelles entre le Mali et l'ex-Haute-Volta (qui se sont traduites plus d'une fois par des conflits violents dont le plus récent a eu lieu au début de cette année 86). Querelles aussi entre la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire, entre le Mali et la Mauritanie etc. Si bien qu'au lendemain de l'indépendance, il ne restera du RDA que le nom. Le PDCI d'Houphouët s'appellera toujours PDCI, de même que le parti de Modibo continuera de s'appeler US-RDA etc... Petit à petit, la particule RDA va disparaître.

Autant au lendemain de la 2ème guerre mondiale, lorsque l'élite politique africaine commençait à faire ses premiers pas, elle parlait de "l'Africanité", de la "personnalité africaine", de "peuple colonisé" (Senghor ne jurait que par la "négritude"), autant cette même élite, dès que l'impérialisme va lui préparer son "indépendance", va s'efforcer de parler en "nation". Chacun des leaders va se creuser la tête pour inventer un hymne nationale, un drapeau national. Et ils vont expliquer à tous ceux qui veulent bien les écouter que la nation est "souveraine", que les frontières sont sacrées, que la "patrie" est au-dessus de tout et qu'il faut la défendre contre les "étrangers". Et il fallait inventer des concepts et même des vocabulaires en langues africaines car toutes ces choses étaient complètement inconnues. Et ils vont découvrir qu'il y a une "spécificité sénégalaise", "ivoirienne" etc...

D'un côté, le RDA visait à exprimer d'une certaine manière ces sentiments de la population et de l'autre à les exploiter. Car les leaders du RDA avaient beau être apparentés au groupe parlementaire du Parti communiste (de 1946 à 1950), leur préoccupation n'était pas du tout de défendre les intérêts et les aspirations des couches les plus opprimées en Afrique.

Le RDA reflétait les intérêts de cette petite bourgeoisie débutante qui se sentait lésée par l'administration coloniale. Et à cet égard, l'exemple d'Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire est éloquent. Les Houphouët et consorts étaient beaucoup plus préoccupés par les sentiments de la petite couche des privilégiés locaux que des revendications des couches pauvres des travailleurs. Ceux-ci ont mené cependant des luttes dont certaines étaient retentissantes, comme la grève des cheminots en octobre 1947.

En effet, cette grève a duré près de cinq mois et a paralysé l'ensemble des réseaux des chemins de fer de l'Afrique occidentale (Dakar-Niger, Abidjan-Niger, Conakry-Niger, Bénin-Niger). Les 15.000 cheminots en grève et regroupés derrière la Fédération Autonome des Cheminots africains réclamaient entre autres, le "cadre unique", c'est-à-dire les mêmes statuts et les mêmes avantages pour les travailleurs africains et français. Malgré la répression, malgré le fait qu'il fallait tenir pendant cinq mois sans salaires, uniquement avec le soutien des syndicats français et surtout le soutien actif de la population, ils ont osé tenir tête à l'administration coloniale. C'est sur le réseau Dakar-Niger que la combativité a été la plus grande.

En 1952-53 de nombreuses autres grèves, notamment celles des fonctionnaires dans l'ensemble de l'AEF (Afrique Equatoriale Française) et AOF (Afrique Occidentale Française) allaient aussi secouer les territoires coloniaux. Les grévistes réclamaient l'élaboration du "Code de travail". Ils revendiquaient les mêmes droits pour tous, c'est-à-dire la liberté syndicale, la reconnaissance des accidents du travail, des sanctions contre les patrons qui pratiquaient toujours le "travail forcé", ainsi que l'élaboration d'un statut de la sécurité sociale, la semaine de 40 H (au lieu des 48 H en vigueur dans les colonies), etc.

C'est au travers de telles luttes syndicales en Guinée au lendemain de la 2ème guerre mondiale que Sékou Touré, alors employé des PTT, allait devenir leader syndicaliste, puis leader politique en créant son parti le PDG (Parti Démocratique de Guinée). Malheureusement, même si la combativité dans les luttes revendicatives existait parmi les travailleurs et les petits fonctionnaires, politiquement, c'étaient les autres, les "élites", les "cadres" et les dirigeants politiques qui allaient récolter les fruits de ces luttes. Il n'existait pas en Afrique d'organisations politiques défendant les intérêts spécifiques des exploités. Ce sont les Houphouët, les Sékou et les Modibo qui allaient empocher les bénéfices des luttes des travailleurs.

Le colonialisme français avait ainsi sous la main des politiciens qui prétendaient être les avocats des masses africaines humiliées, pour pouvoir être les interlocuteurs de la puissance coloniale et dans le cadre de la politique définie par celle-ci. Durant de nombreuses années, l'impérialisme français s'efforçait de former, de tester ces hommes politiques africains, de créer un lien humain entre les représentants de la bourgeoisie française et les leaders africains. Pendant les années 40 et 50, ces derniers allaient donc faire l'apprentissage du chef devant leur peuple et du valet devant l'impérialisme.

Avec la loi cadre (Defferre), votée en 1956, l'impérialisme accorda "l'autonomie" pour acheminer en douceur vers l'indépendance les leaders africains du RDA. Ceux-ci n'étaient pas du tout pressés d'être indépendants. En 1958, lorsque DE Gaulle leur a demandé par un référendum s'ils voulaient oui ou non rester dans la "communauté française", tous ont appelé à voter oui sauf Sékou Touré. Mais par la suite, c'est l'impérialisme français qui était pressé, à cause de la peur de la propagation de la guerre d'Algérie qui arrivait à porter des coups au colonialisme, et à cause aussi de ce qui se passait au Cameroun, où les populations commençaient à bouger.

Ce n'est pas par hasard que même jusqu'à nos jours, ces mêmes élites ou leurs émules font mille discours pour inculquer à leurs populations l'idée qu'elles auraient une "patrie", que chaque "patrie" serait différente de l'autre et que les Etats seraient là pour défendre les populations contre d'éventuels "agresseurs".

Derrière ces "patries", ces "nations", ces Etats, il y a des intérêts bien palpables, bien plus concrets. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie de nos pays tirent justement une grande partie de leurs privilèges de l'existence de ces appareils d'Etat. Ces Etats leur servent à exploiter les populations pour le grand bien des trusts capitalistes qui leur laissent au passage quelques subsides. A l'époque où l'Afrique était encore sous dépendance coloniale, l'impérialisme n'avait pas besoin de créer des frontières pour morceler ses territoires de domination.

C'est ainsi que, sur l'ensemble de l'Afrique noire, la France n'avait constitué que deux grands blocs : l'AEF et l'AOF. Ce n'est que lorsqu'elle allait décoloniser qu'elle a découpé son territoire en mille morceaux nommés "nations". Les dirigeants africains, loin d'être hostiles à la balkanisation de l'Afrique, en étaient devenus les plus fervents partisans. Même la Fédération du Mali qui, au moment de l'indépendance, regroupait le Mali et le Sénégal en une fédération, n'a pas fait long feu, à peine deux mois après sa création.

Aujourd'hui plus d'un quart de siècle après les indépendances, s'il y a un changement à constater, ce n'est pas dans l'indépendance par rapport à l'ancienne puissance qu'on peut le trouver, mais plutôt dans l'indépendance qui existe entre les différents Etats créés dans les territoires colonisés.

Ces "nations", plus d'un quart de siècle après, sont-elles plus réelles, plus viables? Les frontières sont-elles devenues moins artificielles? Certainement pas. Elles sont toujours aussi absurdes, aussi néfastes pour les intérêts de l'ensemble des populations pauvres. Celles-ci n'ont pas besoin de tous ces Etats qui les oppriment et qui perpétuent la même exploitation que celle qui existait avant les indépendances. Et par certains côtés ces Etats sont autrement plus féroces et nos dirigeants autrement plus méprisants à l'égard des pauvres.

Les pauvres n'ont pas besoin de tous ces appareils d'Etat qui servent à les opprimer, ni de toutes ces frontières qui les séparent artificiellement. Oui l'unification de l'Afrique est possible et la seule force sociale capable de la réaliser, c'est le prolétariat.

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.